

Première étape, la pétition

Hier soir, dans la salle de la mairie, le tout récent collectif qui lutte pour le maintien des historiques Chèques Postaux à La Source s'est réuni pour la deuxième fois.

Jules Virique

orleans@centrefrance.com

La pétition est prête. Sur la trentaine de membres (pour l'instant), ils étaient une vingtaine, hier soir, à s'être rendu à la deuxième réunion du nouveau collectif intitulé « Les chèques Postaux doivent rester à La Source ». Une majorité d'entre eux travaille ou a travaillé dans le bâtiment historique de la rue Édouard-Branly.

Finalisée hier, une pétition sera, dans les prochains jours, tirée à 9.000 exemplaires et distribuée dans le quartier. L'objectif, récolter le maximum de signatures de Sourciens pour pousser au maintien des Chèques dans le plus jeune quartier d'Orléans (53 ans).

Collectif apolitique

Pour peser, le collectif incite chacun à se joindre à lui, au-delà des clivages. « Élus de tous bords, ci-



SOLIDAIRES. Membres des associations du quartier, élus et anciens des Chèques Postaux débattent pour trouver les meilleures solutions à proposer pour conserver les emplois à La Source. J.V.

toyens, associations, commerçants, tout le monde peut nous rejoindre. Nous sommes un collectif apolitique », insiste Michel Ricoud. Pour preuve, dans sa démarche, le créateur du « mouvement » et élu Front de gauche est soutenu par Niamé Diabira, l'adjointe au secteur, le sénateur du Loiret Jean-Pierre Sueur (PS) et le maire d'Orléans Olivier Carré (LR).

À travers ces grands signes lancés au groupe La Poste, la priorité est claire : conserver les emplois. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 800, dont 15 % sont des habitants de La Source, à travailler aux Chèques, contre 2.300 il y a 20 ans. Si le centre financier, comme il est désormais appelé, change de commune, le chômage, et notamment celui des jeunes, pourraient augmen-

ter. « Il y a un risque, notamment pour ceux qui sont en CDD, craint un membre du collectif. Si l'activité économique en prend un coup, le quartier va devenir une cité-dortoir ! »

La pétition représente donc la première étape de ce combat « de tous les Sourciens ». Imprimée et distribuée dans les prochains jours, elle sera notamment disponible en mairie. ■